

**REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR Gabriel NTISEZERANA,  
DEUXIÈME VICE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI A LA  
CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LES CHANGMENTS  
CLIMATIQUES, L'ÉNERGIE ET LA SECURITE ALIMENTAIRE**

ROME DU 3 AU 5 JUIN 2008  
-----

**Excellence Monsieur le Président**

**Excellences Mesdames/Messieurs les Chefs d'Etat et de  
Gouvernement,**

**Distingués personnalités,**

**Mesdames et Messieurs,**

L'honneur m'échoît aujourd'hui de joindre la voie du Burundi à toutes les voix portées par les délégations présentes à cette conférence de haut niveau sur les changements climatiques, l'énergie et la sécurité alimentaire.

Ma délégation et moi saisissons cette occasion pour rendre hommage à l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO) pour les efforts déployés afin que la présente conférence se déroule dans de bonnes conditions et que ses effets soient bénéfiques à l'humanité.

**Excellence Monsieur le Président**

**Excellences Mesdames/Messieurs les Chefs d'Etat et de  
Gouvernement**

**Distingués personnalités,**

**Mesdames et Messieurs,**

Aujourd'hui, le monde entier connaît une situation alimentaire qui se veut très préoccupante. Des situations de famine sont signalées dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne et des manifestations de réclamations de la nourriture sont organisées par des populations affamées ou désespérées face à la flambée des prix des denrées alimentaires. Mais alors, quid du Burundi?

Malheureusement, le Burundi n'est pas à l'abri de cette crise alimentaire mondiale et fait actuellement face à une insécurité alimentaire aiguë et à une flambée des prix des denrées alimentaires dues aux changements climatiques, à la flambée des prix des carburants et surtout à la faiblesse de la production alimentaire nationale. Cela peut paraître paradoxal de dire qu'au Burundi, plus de 90% de la population survit grâce à l'agriculture et de tirer la sonnette d'alarme contre la famine qui menace une grande partie de la population de notre région dite des Grands Lacs et de la Source du Nil. La triste réalité est en effet que les agriculteurs du Burundi dépendent pour leurs récoltes, des caprices du climat. Par le passé, les saisons de pluie et de soleil s'alternaient si régulièrement que les récoltes n'étaient

pas détruites par le soleil ou les pluies torrentielles comme c'est le cas de nos jours. Il faut dire que les changements climatiques, la désertification consécutive aux coupures anarchiques des arbres ainsi que les méthodes culturales archaïques font que le peuple burundais tire le diable par la queue. L'exemple le plus éloquent des dégâts dus aux changements climatiques est celui que nous vivons maintenant puisque les pluies sont parties très tôt et le soleil qui frappe fort ne fait que brûler les plantes dans les champs. Dans un pays qui ignore l'irrigation, vous comprenez très bien que la population n'espère survivre que grâce à l'aide alimentaire.

La baisse de la production a entraîné la cherté de la vie sans oublier l'inflation qui a atteint des chiffres record (plus de 400% pour les produits vivriers). Etant donné que la production par habitant n'a cessé de chuter, le revenu par habitant a chuté de plus de 60%, passant de 214 en 1990 à 83 dollars américains en 2005. Près de 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et 85% des ménages font quotidiennement face à l'insécurité alimentaire. Le taux de malnutrition aiguë est supérieur à 10% dans tout le pays et l'apport calorique journalier par habitant se trouve bien en dessous des normes humainement admissibles. Le Burundi fait cependant face à une pression démographique croissante dont les conséquences se mesurent en termes de dégradation des sols et des ressources naturelles, de régression de la fertilité des sols et de la

productivité des cultures. Le secteur de l'élevage n'a pas moins souffert. En effet, largement décimé au cours de la crise, le cheptel se reconstitue progressivement. Toutefois, malgré les efforts de repeuplement et les programmes de distribution de bétail, les ménages disposant d'animaux ne dépasseraient pas les 50%.

### **Excellence Monsieur le Président**

### **Excellences Mesdames/Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement**

**Distingués personnalités,**

**Mesdames et Messieurs,**

A côté des déboires des agriculteurs burundais face aux changements climatiques, force est de reconnaître que le problème de la modernisation de l'agriculture de pose avec acuité. En effet, le cultivateur burundais de ce troisième millénaire se rend encore dans les champs avec la houe comme ses ancêtres d'il y a plus de trois siècles! Cette agriculture de subsistance fait que les plaines et les marais dont dispose le Burundi ne soient pas exploités de façon optimale. Il est grand temps que le Burundi ait accès aux technologies modernes d'aménagement des marais pour réussir sa révolution verte. Ce transfert des technologies et des méthodes culturelles modernes doit nécessairement s'accompagner des solutions adéquates aux problèmes des prix élevés des engrais et de déficit de fumure organique qui limitent la restitution de fertilité aux sols.

**Excellence Monsieur le Président**

**Excellences Mesdames/Messieurs les Chefs d'Etat et de  
Gouvernement**

**Distingués personnalités,**

**Mesdames et Messieurs,**

Vous en conviendrez que la flambée des prix des carburants est devenue une crise mondiale mais surtout la conséquence logique d'une mauvaise politique de distribution et de répartition des ressources de la planète.

Dans les pays riches et industrialisés, les agriculteurs et les pêcheurs qui protestent contre la montée du prix du gasoil et les menaces sérieuses contre leurs métiers voient les gouvernements et l'Union Européenne leur accorder des subventions pour faire face à la crise. Au Burundi et dans bien des pays d'Afrique, les maigres moyens des Etats ne permettent pas d'intervenir et le jeu des subventions finit alors par brouiller les règles du marché. C'est pourquoi le Burundi a lancé un appel aux bailleurs de fonds afin de disposer d'un fonds de stabilisation des produits pétroliers. Après les interventions du Président de la République Française, du Premier ministre du Japon et d'autres orateurs s'étant engagés à augmenter l'aide afin d'augmenter la production agricole en Afrique, le gouvernement burundais dit ici sa gratitude et souhaite que ces fonds promis soient débloqués rapidement.

Nous sommes par ailleurs d'avis que l'industrie des biocarburants mérite également une attention particulière pour faire en sorte que les énergies propres soient fabriquées mais jamais au détriment des estomacs humains.

Dans un élan de solidarité, de répartition équitable des richesses, des technologies et des connaissances, nous allons bannir de la planète les images d'enfants mourant de faim tandis que dans l'hémisphère Nord, l'obésité engloutit des myriades de dollars. Nous allons d'une manière durable produire et nourrir convenablement tous les habitants de la Terre.

**Vive la Coopération Internationale et l'amitié entre les peuples !**

**Je vous remercie de votre aimable attention.**